

RENCONTRE DE LA COALITION MONTRÉLAISE POUR LA RÉMUNÉRATION DES STAGES

29 septembre 2018 (13h) - Cégep du Vieux-Montréal

Notes prises par Sandrine Boisjoli, Alexandre Clément et Camille Marcoux

Révision par Sandrine Boisjoli et Camille Marcoux

Présences

Groupes avec mandats

Emmanuelle Boisvert	ADEESE-UQAM
David Lacombe	ADEESE-UQAM
Charles-Antoine Goulet	ADEESE-UQAM
Anabel Gravel Chabot	AESFQ, externe
Adam Pétrin	AFESH-UQAM
Justine Grandmont	AFESH-UQAM
Louis-Simon Besner	AFESPED
Mathieu Vaillancourt	AVEQ, Responsable aux finances et à l'administration
Anas Bouslikhane	AVEQ, Responsable aux affaires sociopolitiques et à la mobilisation
Flavie Paquin Chabot	Comité de mobilisation du Cégep du Vieux-Montréal, exécutante de l'Association étudiante
Dylan Miner	Comité de mobilisation du Cégep du Vieux-Montréal
Paolo Miriello	Comité Journal L'Invisible
Félix Dumas-Lavoie	CUTE CVM, informatique
Marianne Gagnon	CUTE CVM, soins infirmiers
Nicholas Bourdon	CUTE-UdeM, histoire
Émy Gervais	CUTE-UdeM, histoire
Louis-Thomas Leguerrier	CUTE-UdeM, littérature

Éloi Halloran	CUTE UQAM, sociologie
Amélie Poirier	CUTE UQAM, sociologie
Alexandre Clément	CUTE UQAM, géographie
Alexandra Vaillant	CUTE UQAM, études féministes
Philippe Mathieu	CUTE UQAM
Etienne Simard	CUTE UQAM (garderie)
Bruno Le Héritte	CUTE St-Lô, externe AECSL, cinéma
Benoît Dumais	CUTE St-Lô
Laetitia Mallette	SECMV, cinéma
Maxime Veilleux	SECMV, CUTE-MV, musique
Rachel Thibault	SECMV, commercialisation de la mode
Kassie Raymond	SECMV
Maxime Lapierre	Externe cycles supérieurs histoire, UdeM

Participation individuelle et organisations observatrices

Léa Calonne	Projet documentaire
Antonin	Histoire et civilisation au Cégep du Vieux-Montréal
Audrey	Art à l'UQAM
Thierry Beauvais-Gentile	

Animation et secrétariat

Geneviève Vaillancourt	Animation, CSPE, travail social UQAM
Alexandre Clément	Secrétariat, géographie UQAM
Sandrine Boisjoli	Secrétariat, CUTE UQAM, enseignement secondaire
Camille Marcoux Berthiaume	Secrétariat, CUTE UQAM, droit

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

0.1 Animation et Secrétariat

0.2 Tour de table

1. Adoption de l'ordre du jour

2. Bilans et suivis

2.1 Comité «Journal L'invisible»

2.2 Comité «Relations externes»

2.3 Préparation de la rentrée et Journée de formation

2.4 Communications

2.5 Adoption du plan d'action

3. Propositions

3.1 Journée du 1er novembre 2018

3.2 Journée du 21 novembre 2018

4. Structure de la Coalition (l'ajout du point a été demandé lors de la dernière rencontre de la Coalition montréalaise)

5. Prochaine rencontre

Proposée par Flavie du Comité de mobilisation du Cégep du Vieux-Montréal

Appuyée par Amélie du CUTE de l'UQAM

Que soit ajoutée «1.1 Rappel des principes de la Coalition»

Proposée par Sandrine Boisjoli du CUTE de l'UQAM

Appuyé par Amélie du CUTE de l'UQAM

Adoptée à l'unanimité

Retour sur la principale.

Adoptée à l'unanimité

1.1 Rappel des principes de la Coalition

«Pour la structure interne de la Coalition montréalaise, que les principes suivants soient réaffirmés:

Que le mode de prise de décision privilégié est le consensus;

Que la Coalition montréalaise est un lieu de coordination et d'organisation ce qui implique une prise en charge du travail qui découle de l'ensemble des décisions par les personnes présentent lors de la prise de décision.

Qu'un rappel de ces principes soit mit dans les courriels, les événements facebook et au début de chaque rencontre»

Proposée par Sandrine Boisjoli du CUTE UQAM

Appuyé par Charles-Antoine de l'ADEESE

Bruno du CUTE St-Lô demande quelle est la procédure qui vient avec une décision consensuelle?

Amélie du CUTE UQAM explique que les personnes qui amènent des propositions durant la rencontre de la Coalition doivent s'engager à mener les projets qui sont adoptés ensuite. Rien n'oblige les gens à faire le travail mentionné ou que le travail soit limité aux décisions prises, mais c'est davantage de rappeler qu'il s'agit d'un espace de travail.

Bruno du CUTE St-Lô réitère sa demande de précision du mode de décision de la Coalition montréalaise, car le vote à majorité ne favorise pas le consensus.

Nicolas du CUTE-UdeM se questionne sur la pertinence de remettre ces procédures de l'avant. Le but est de ramener les idées dans nos campus et non d'avoir le sentiment que nos décisions soient prises à majorité simple.

Éloi du CUTE de l'UQAM précise que c'est peut-être clair pour les personnes qui ont déjà participé aux rencontres de la Coalition, mais que le rappeler n'est pas mal et pour les nouvelles personnes qui souhaitent s'impliquer, c'est important de savoir le mode de prise de décisions.

Amélie du CUTE de l'UQAM ajoute qu'il est vrai que nous tenons parfois des votes, mais si des gens ne sentent pas qu'elles sont en mesure de porter les projets adoptés nous cherchons normalement à adapter les propositions ou à amener des solutions qui conviendront au plus grand nombre de personnes.

Adoptée à l'unanimité

2. BILANS ET SUIVIS

2.1 Comité «Journal L'invisible»

Adam de l'AFESH-UQAM propose que Paolo explique où en est rendue la traduction.

Paolo du Comité Journal précise qu'il est disponible depuis 1 mois et que la traduction avance bon train. Elle serait prête vers la mi-octobre. Une rencontre devrait avoir lieu.

Adam de l'AFESH-UQAM rappelle qu'il reste encore 2000 copies du journal sur les 15 000 exemplaires imprimés et qu'il est possible d'en prendre possession au local de l'AFESH pour diffuser.

Camille du CUTE de l'UQAM aimerait parler du bilan informel, ce qui a bien marché et le contraire aussi. Elle mentionne qu'il y a eu des discussions du comité à propos d'une possible réédition ou un nouveau numéro et aimerait donc que les membres du comité présente les échanges tenus, et que la rencontre de la Coalition serve à en discuter.

Adam de l'AFESH-UQAM explique qu'une première critique a été l'absence de textes de l'extérieur de Montréal. Les gens ont été contactés, mais le comité n'a pas eu de réponse. Il privilégierait d'avoir le numéro de téléphone personnel des gens pour pouvoir les appeler directement ce qui est plus facile que d'écrire aux pages facebook. Il ajoute qu'il ne pense pas qu'il y aurait un nouveau journal, car il manquerait probablement de personnes pour écrire de nouveaux articles. Donc, la réédition semble à privilégier.

Nicolas du CUTE-UdeM propose de sonder le comité afin de rééditer le journal pour la session d'hiver, surtout en contexte d'assemblées générales de grève qui vont se tenir.

Camille du CUTE de l'UQAM mentionne qu'il serait pertinent que la coordination et la distribution soient prises en charge par le comité qui prend en charge la production de contenu. Une coordination de la distribution permettrait aussi de faire le suivi, où ç'a été envoyé par exemple, où il en manque, etc. ou encore de constater que la distribution s'est concentrée à Montréal.

Adam de l'AFESH-UQAM n'a aucun problème avec ça, c'est seulement que le comité n'a pas eu de réponse des courriels envoyés. Si collectivement nous votons un journal, il doit être question de mettre la main à la pâte. Il faudrait aussi se coordonner avec le CUTE mag pour éviter les doublons, et ne pas écrire les mêmes articles.

Amélie du CUTE de l'UQAM rappelle que le comité du journal est un comité de coordination. L'idée est aussi d'impliquer les gens d'autres régions dans la rédaction et la distribution. Le travail du comité est d'élargir le réseau et non de tout faire.

2.2 Comité «Relations externes»

Kassie du SECMV n'en a pas entendu parler. Elle demande ce que c'est?

David de l'ADEESE-UQAM explique que le comité sert à coordonner nos relations avec des syndicats et autres groupes externes afin de favoriser leur coopération.

Adam de l'AFESH-UQAM demande s'il serait important de mettre l'information à quelque part, par exemple sur le site internet? Que nous puissions rappeler quels sont les appuis lorsqu'il sera le temps des actions.

Amélie du CUTE de l'UQAM ajoute que le comité a produit deux tracts distribués au sein des syndicats. Ces tracts expliquent comment les travailleuses et les milieux communautaires peuvent appuyer la lutte. Il y a aussi des discussions avec la FIQ (Fédération Interprofessionnelle de la santé du Québec) et demande s'il y a la même chose avec la FAE (Fédération autonome de l'enseignement).

Anabel de l'AÉSFQ se demande si c'est le mandat de ce comité de soutenir les associations étudiantes qui sont moins expérimentées et qui ont plus de difficulté à mobiliser les gens de leur région?

David de l'ADEESE-UQAM affirme être en contact avec la FAE et qu'elle est ouverte à discuter avec nous, mais après les élections. Possiblement en octobre ou novembre. Il rappelle le désir de faire des formations à l'externe.

Flavie du Comité-mob-CVM sait que l'APTS (Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux) discute d'appuyer la lutte, mais il faudrait faire un suivi avec elleux et les relancer.

Rachel du SECMV se demande s'il s'agit du mandat de ce comité d'aller voir les personnes en DEP. Elle sait qu'il est difficile de les rejoindre en raison de l'absence d'association, mais ce sont des gens qui font beaucoup de stages, et elle croit que ce serait des gens possiblement intéressés.

Alexandra du CUTE de l'UQAM sait qu'il existe des organisations au sein des DEP, mais elle n'est pas sûre.

Bruno du CUTE St-Lô ajoute que le comité de tournée de formation et mobilisation pourrait avoir ce mandat. Il croit aussi que c'est super pertinent.

Camille du CUTE de l'UQAM aimerait avoir un suivi à propos de la lettre ouverte adressée aux politicien.nes par rapport aux élections. De plus, elle rappelle l'existence de la liste courriels de la Coalition. Elle fera circuler une feuille pour que les nouvelles personnes puissent mettre leurs informations afin d'avoir accès au suivi des différents comités et de ce qui se passe.

2.3 Préparation de la rentrée et Journée de formation

Camille du CUTE de l'UQAM mentionne qu'un bilan a été partagé sur la liste courriel de la Coalition. La préparation s'est concentrée sur la rentrée des Cégeps et a donné de bons résultats comme l'adoption du plan d'action et plusieurs votes à venir. Elle fait un bref récapitulatif de ce bilan et de la Journée de formation.

2.4 Communications

Amélie du CUTE de l'UQAM revient sur le sujet de la lettre écrite aux partis politiques. Elle se rappelle d'une invitation à l'UdeM de Québec Solidaire, elle croit que cette lettre pourrait leur être envoyée. Elle demande quelles ont été les correspondances reçues?

Nicolas du CUTE-UdeM mentionne qu'il a eu un contact avant les élections avec QS et qu'il est sur le groupe facebook de QS à l'UdeM, mais qu'il n'y a rien de nouveau. Il souhaite qu'on définisse les rôles des comités, puisqu'il semble y avoir eu un flou à propos de ce que le comité devait faire.

Bruno du CUTE St-Lô rappelle qu'un comité a été créé à St-Laurent. Il y a une lettre disponible sur le groupe facebook CUTE (Intercute) en train de s'écrire et d'être révisée.

Charles-Antoine de l'ADEESE-UQAM explique que pour le site *grèvesdesstages.info*, les accès sont en train d'être donnés. Si les gens veulent des accès, le mentionner à l'ADEESE.

Camille du CUTE de l'UQAM rappelle que le site *grèvesdesstages.info* pourra servir à déposer les PVs, le matériel produit et les propositions adoptées par les assemblées générales.

Emmanuelle ajoute qu'il y a déjà des onglets qui sont disponibles sur le site. Certains sont encore brouillons par contre.

Adam de l'AFESH-UQAM souligne qu'on pourrait y ajouter les appuis des syndicats et autres groupes externes.

Emmanuelle de l'ADEESE-UQAM mentionne qu'un onglet "Actualité" sera créé où les internautes pourront garder un suivi.

Camille du CUTE de l'UQAM demande un bilan pour l'adresse courriel de la Coalition montréalaise.

Emmanuelle de l'ADEESE-UQAM répond qu'il n'y a simplement pas eu de courriels.

Amélie du CUTE de l'UQAM rappelle que les invitations aux rencontres sont tout le temps lancées sur la liste courriel, il ne faut pas se gêner de venir si on est nouveau ou nouvelle, ou si on a envie de faire quelque chose en particulier.

2.5 Adoption du plan d'action

Que l'on tienne une plénière de 5 minutes pour discuter de futurs comités de soutien aux stagiaires.

Proposée par Adam de l'AFESH

Appuyée par Maxime du CUTE MV

Adoptée à l'unanimité

Adam de l'AFESH-UQAM explique qu'en travail social il a été adopté de former un comité de soutien pour les stagiaires. Il croit qu'il serait important que chaque institution ou organisation se dote d'un comité de soutien, un comité qui permettrait de répondre aux différentes mesures de répression s'il y a lieu.

Bruno du CUTE St-Lô invite à ce que ce ne soit pas seulement pan-uqamien. Avoir un comité dans ce genre soutiendrait, mobiliserait et motiverait les troupes.

Anabel de l'AÉSFQ souligne qu'elle est présente pour obtenir du soutien à l'AÉSFQ. Elle mentionne que le comité de soutien aux stagiaires serait pertinent. L'administration ne coopère pas vraiment et elle a besoin d'aide pour créer une réponse à donner à celle-ci afin que les étudiantes ne reprennent pas leurs journées de grève, puisqu'elles ont dû reprendre plusieurs des journées de grève tenues dans

le passé. Elle souhaite que ce genre de comité ne soit pas pan-montréal non plus, mais bien mondial.

Amélie du CUTE de l'UQAM pense que c'est une bonne idée de former un tel comité. L'année dernière, l'ADEESE avait pris en charge de répondre aux menaces de l'administration d'échouer ou de reprendre les stages. Elle a une réticence à donner la tâche à la Coalition et propose que chaque programme pourrait s'en doter. Le comité servirait plutôt à partager l'information et à coordonner. L'information peut être diffusé sur la liste courriel et sur le groupe facebook «Militant.es pour la grève...»

Geneviève de l'Animation mentionne que le 5 minutes est passée, mais qu'on peut continuer à discuter.

Bruno du CUTE St-Lô pense qu'éventuellement les comités de soutien dans chaque programme sont possibles mais à court terme, la mobilisation n'est pas assez importante. Il devrait y avoir un organe pan-organisation pour commencer le soutien.

Alexandra du CUTE de l'UQAM trouve intéressant d'implanter un comité ayant cette forme, mais aimerait savoir comment les implanter. Peut-être créer des événements dans un objectif de prise de soin de soi-même, d'un certain soutien aux stagiaires?

Nicolas du CUTE-UdeM propose qu'un document soit créé par les associations qui ont déjà défendu des étudiant.es en grève des stages comme banque d'informations afin d'aider les différents programmes dans leur soutien aux stagiaires.

Adam de l'AFESH-UQAM mentionne qu'il a dû mal s'exprimer, puisqu'il ne souhaite pas avoir ce genre de comité seulement à l'UQAM. Selon son expérience de permanent à Marie-Victorin, il mentionne qu'il y a des personnes dans les techniques qui s'impliquent, simplement peut-être pas au sein des CUTEs. Les personnes en stage n'ont pas le temps de s'impliquer et il y a un manque de ressources. Donc, il faut partager nos ressources.

Félix du CUTE-Cvm voulait amener la proposition dans le point «21 novembre» à l'ordre du jour, mais il croit que ce serait opportun d'en parler maintenant puisque ça concerne l'organisation des stagiaires. Il explique que les grèves pourraient être utilisées pour tenir des assemblées et se réunir, et ensuite s'organiser sur les milieux de stages. Finalement, il reparlera de cette proposition plus tard.

Anabel de l'AÉSFQ explique que le besoin principal est d'accéder à des ressources par exemple à une personne en droit pour pouvoir informer les étudiant.es sur leurs droits ou sur la manière où trouver l'information. Elles ont autant besoin de petits comités dans chaque programme que de comités larges. Elles ont besoin d'une personne ressource sur chaque aspect de la grève.

Amélie du CUTE de l'UQAM revient sur ce qu'a dit Bruno (comité de défense des stagiaires), et demande à ce que ce soit inscrit dans les propositions de grève

amenées dans les AGs. Ainsi, il y aurait une préparation de faite et ce serait rassurant de savoir qu'il y a un support au sein de ton programme.

Bruno du CUTE St-Lô souligne qu'il n'exclut pas l'éventualité que des comités de soutien existent dans chaque programme mais, qu'en ce moment, les ressources nécessaires ne sont pas disponibles dans chaque programme et propose qu'il y ait une instance inter-comité pour partager et coordonner les différents comités.

Louis-Simon de l'AFESPED mentionne qu'il est en droit et qu'il lui ferait plaisir de répondre aux questions de droit, mais il croit que dans ce cas-ci il n'y a pas de questions spécifiquement juridiques, c'est plutôt des enjeux politiques.

Geneviève de l'Animation ajoute que grâce au CSPE de l'UQAM elle a déjà un bon bagage en ce qui concerne les reprises de cours ou de grève. Le CSPE aide les parents-étudiants qui ont eu 0 dans un examen à cause de la garderie qui appelle, par exemple. Ainsi, elle pourra aider les sages-femmes.

Camille du CUTE de l'UQAM rappelle que nous sommes toujours en processus de création par rapport aux repréailles qui seront menacées aux étudiantes et pour les réponses que l'on veut offrir. La grève des stages est toute nouvelle, on ne connaît pas toutes les formes de répression qui nous attendent et l'important n'est pas d'avoir toutes les réponses, mais d'être suffisamment organisés pour répondre rapidement et efficacement.

Adam de l'AFESH-UQAM rappelle qu'il n'y a pas d'expert.e. C'est pendant l'AG qu'ils y ont pensé. Trouve important de mettre tout de suite en place ces comités, puisque la grève approche.

«Que l'on tienne une plénière sur l'adoption des plans d'action, notamment sur la mention de ggi ou non dans les plans d'action proposés ou adoptés.»

Proposée par Félix du CUTE CVM

Appuyée par Flavie du comité de mobilisation du Cégep du Vieux Montréal

Adoptée à l'unanimité

Félix du CUTE-Cvm explique sa proposition de plénière. Il mentionne que dans certains plans d'action il a été remarqué que la notion de «grève générale illimitée» manquait. Il souhaite savoir ce que les membres de la Coalition pense de cela.

Adam de l'AFESH-UQAM demande dans quelles associations la notion de ggi a été omise?

Félix du CUTE Cvm répond que la ggi manquait à Maisonneuve.

Marianne du CUTE-Cvm parle du Cégep de Maisonneuve qui a adopté le plan d'action, mais sans la mention de la GGI.

Bruno du CUTE St-Lô veut faire un retour sur l'adoption du plan d'action à Saint-Laurent. Ils ont décidé d'ajouter une demi-journée ce qui permet de faire des ateliers et libérer les gens, C'est plus symbolique que par pression. Il va

communiquer aux autres membres la date précise de la demi-journée ajoutée si d'autres veulent se joindre. La ggi est bien incluse et la semaine de grève est prévue. Camille du CUTE de l'UQAM revient sur ce qu'a dit Félix. Elle a communiqué avec le Cégep de Maisonneuve avant l'adoption du plan d'action, afin de savoir pourquoi l'exécutif avait enlevé l'ultimatum d'une grève générale illimitée. Elle mentionne que nous n'avons jamais privilégié l'effet de surprise comme moyen d'action, que les craintes vis-à-vis de la grève ne pourront jamais se dissiper si on n'engage pas le débat. Ainsi, il aurait été important de mentionner la GGI à Maisonneuve afin que les étudiant.es puissent débattre de ce moyen d'action. Elle croit que si le plan d'action n'implique pas de GGI, à quoi bon de l'adopter? Que veut dire l'ultimatum? Les plans d'action n'ont jamais été adoptés sans mobilisation préalable sur les campus et il faut faire attention aux discours qui présentent des cégeps comme beaucoup plus facile que d'autres. Il y a beaucoup d'échecs et de tentatives avant de se rendre aux plans d'action adoptés aujourd'hui, rien n'était gagné d'avance.

Adam de l'AFESH-UQAM trouve que c'est questionnant si seulement trois cégeps pensent aller en ggi. Il faut effectivement préparer le terrain, ça ne peut se faire trois semaines avant l'ag de grève. Il demande quels sont les autres cégeps qui pensent discuter de l'adoption du plan d'action, il pense notamment à Limoilou, Outaouais et Sherbrooke.

Flavie du Comité-mob-CVM croit que si les autres cégeps ne vont pas vers la ggi, il va être difficile d'impliquer les associations.

Alexandra du CUTE de l'UQAM ajoute que peut-être que la ggi sera amenée ultérieurement. Ils ont des étudiantes de technique policière, des gens réactionnaires qui peuvent se présenter en ag. Ce sont des personnes face à qui c'est difficile de répondre. Elle a des souvenirs de son passage au Cégep où c'était justement un peu difficile comme mobilisation.

Éloi du CUTE de l'UQAM mentionne que le 24 octobre, il y aura l'adoption du plan d'action au Cégep de l'Outaouais. Il rappelle que c'est important de mentionner la ggi dans les propositions de plan d'action. Toute l'organisation qui a été faite (savoir que les cégeps ne sont pas seuls) rassure les étudiant.es. C'est probable que certains milieux commencent par eux-mêmes de parler de grève, qu'ils se mobilisent entre étudiant.es. Il est d'accord d'à quoi bon l'adoption d'un plan d'action si ce n'est dans l'optique de la ggi. Ils ont aussi parlé avec les techniques policières, pas dans le but qu'elles soient pour mais plutôt qu'elles ne soient pas contre. C'est aussi un enjeu qui les concerne.

Bruno du CUTE St-Lô abonde dans le même sens qu'Éloi. Plus on mentionne tous les endroits qui se mobilisent plus les personnes comprennent que c'est une lutte commune et que ça se passe partout. Il ne croit pas que les techniques policières empêchent la GGI ou les grèves, en mentionnant le Cégep de Sherbrooke comme exemple.

Nicolas du CUTE-UdeM demande si c'est l'exécutif qui a préparé la proposition sans la mention de GGI.

Camille répond que oui.

Adam de l'AFESH-UQAM mentionne que dans tous les Cégeps il y a du monde réactionnaire. Si cela ne passe pas dans certains cégeps, ça démobilise. Il revient sur son expérience de 2007, où les gens ne voulaient pas voter la grève en raison de l'absence de cégeps en grève.

Flavie du Comité-mob-CVM explique qu'il est difficile de soutenir qu'une journée à la même importance ou valeur que l'adoption d'une ggi. Elle demande aussi si des personnes impliquées à Maisonneuve sont présentes aujourd'hui.

Amélie du CUTE de l'UQAM mentionne que les programmes qui sont en train de se mobiliser étaient les programmes réactionnaires il y a plusieurs années. Soins infirmiers et éducation à la petite enfance sont capables d'avoir plus de poids que la technique policière par exemple.

Louis-Simon de l'AFESPED rappelle que le Cégep de Saint-Laurent en 2012 avait de la misère avec les soins infirmiers alors qu'au Vieux il n'y avait pas de problème. Il faut éviter de tomber dans des généralités.

Anabel de l'AÉSFQ aborde que l'UQTR est pour la compensation. Ainsi, il sera difficile d'aller en grève pour la rémunération des stages. Le 3 octobre aura lieu l'AG de l'UQTR, mais aucune sage-femme ne peut être présente à ce moment. Probablement que personne n'ira présenter le plan d'action. Elles tentent de faire adopter un mandat pour la rémunération des stages à l'UQTR.

Alexandra du CUTE de l'UQAM mentionne qu'il y a des stratégies pour mobiliser certains programmes plus réactionnaires et qu'il faut s'adapter. Elle propose qu'on se rende directement sur les campus pour rappeler l'objectif de ggi même si les exécutant.es ne sont pas présent.es ici.

Camille du CUTE de l'UQAM souhaite rappeler qu'il y a de l'aide qui est disponible pour mobiliser des campus. À plusieurs occasions, il y a eu des offres de mobilisation. Certaines personnes ont été à Maisonneuve, mais pour distribuer des agendas scolaires. Chaque personne qui mobilise a une approche différente. Ainsi, les gens de l'extérieur peuvent être une plus value par l'ajout d'approches différentes.

Charles-Antoine de l'ADEESE répond pour l'UQTR. À l'ADEESE, iels sont partant.es de se déplacer mercredi à l'UQTR, si d'autres gens veulent se joindre ils sont bienvenus. Iels peuvent aussi prendre la parole et iels pensent tracter.

Bruno du CUTE St-Lô se propose pour aider à tracter à l'UQTR pour l'AG du 3 octobre et pour aller s'informer à Maisonneuve.

Camille du CUTE de l'UQAM propose de rappeler les endroits qui ont voté le plan d'action.

Amélie du CUTE de l'UQAM énumère les associations qui ont adopté le plan d'action:

- Sciences humaines à l'UQAM (AFESH)
- Éducation à l'UQAM (ADEESE)
- Travail social à l'UQAM (Aéts)
- BAC en enseignement au secondaire à l'UQAM
- Travail social à l'UQO
- Cégep Vieux-Montréal
- Cégep Marie-Victorin
- Cégep de St-Laurent
- Éudiantes sages-femmes à Trois-Rivières

Adam de l'AFESH-UQAM mentionne qu'il peut être efficace de faire des tournées d'appel. Il a notamment contacté Valleyfield pour autre chose, on lui a dit qu'on se concentrait sur les mandats de l'ASSÉ. Il a tout de même acheminé le plan d'action.

Marianne du CUTE-Cvm mentionne que le Cégep de Limoilou a créé un CUTE et qu'il y a une rencontre prochainement. Iels s'organisent pour l'hiver, et feront davantage de la mobilisation durant l'automne.

Bruno du CUTE ST-Lô mentionne qu'une personne sur l'exécutif de St-Lau veut faire une association collégiale comme alternative à l'ASSÉ et qu'il ne faut pas se gêner à jouer du coude.

3. PROPOSITION

3.1 Journée du 1er novembre 2018

«Que le «Comité 1er novembre» soit aboli et que l'organisation d'une conférence de presse à Montréal afin d'annoncer l'ultimatum lancé au gouvernement prévue le 1er novembre soit annulée.

Que les efforts de la Coalition montréalaise soient orientés vers la création d'un «Comité de mobilisation et de tournée de formations» en priorisant la mobilisation à l'extérieur de Montréal. Ce comité aura notamment pour objectif de promouvoir l'adoption du plan d'action qui mène à la GGI à l'hiver 2019.»

*Point d'information: Bien que ce comité n'a pas été adopté lors de la dernière rencontre de la Coalition montréalaise ou formalisé par l'entremise d'invitations aux rencontres ou par la tenue et diffusion de procès-verbaux, des rencontres informelles à ce sujet se sont tenues et plusieurs correspondances ont porté la signature dudit comité.

Proposée par Camille du CUTE de l'UQAM

Appuyée par David de l'ADEESE

Camille du CUTE de l'UQAM explique sa proposition. Elle mentionne aussi que pendant une rencontre du CUTE UQAM, deux membres du comité 1er novembre étaient présent.es. Il n'y a eu aucune invitation ni diffusion du PV de la rencontre du

Comité 1er novembre sur la liste de courriels de la Coalition. Elle souhaite revenir sur ce que veut dire l'ultimatum et le moment où il est lancé. L'adoption d'un plan d'action équivaut à l'ultimatum (s'il n'y a pas de rémunération des stages, nous allons en GGI à l'hiver 2019). La réelle menace viendra avec l'adoption du plan d'action vers la ggi par 3 régions administratives différentes et 20 000 étudiant.es, ce qui n'était pas encore arrivé lors de la 7e rencontre de la Coalition. Pendant cette rencontre, il n'y avait pas de mention concernant ce qui se passe à l'extérieur de Montréal. De plus, la mobilisation à l'extérieur de Montréal reste laborieuse. C'est pourquoi, une aide à la mobilisation semblait plus profitable pour la campagne. L'annonce publique aura un plus gros impact dans l'éventualité d'une mobilisation plus forte.

Bruno du CUTE St-Lô mentionne que le communiqué qui est en cours de révision et de partage pourrait avoir un impact médiatique et qu'il faudrait plutôt se concentrer sur la mobilisation par l'adoption du plan d'action.

Nicholas du CUTE-UdeM demande si la concentration de nos efforts veut dire de refaire l'initiative d'une tournée de formation comme celle de l'année passée. Il mentionne que ça avait fonctionné à Québec. Il ajoute que le plancher n'est pas réellement rencontré dans la mesure où 19000 des étudiant.es sont à Montréal.

Camille rappelle que l'idée est de reprendre le travail du comité de formation et mobilisation et demande s'il y a des volontaires pour en faire partie et faire une tournée de formation.

Nicholas mentionne que pendant la 7e rencontre, il avait été intéressé par le comité 1er novembre, mais qu'il n'a pas été invité à assister à leur première rencontre.

Adoptée à l'unanimité

Bruno, Nicholas, Kassie, Charles-Antoine, Emmanuelle, David, Éloi, Dylan, Alexandra, Flavie, Louis-Thomas, Alexandre, Sandrine Bo. sont intéressés.es par le comité de mobilisation.

«Qu'une journée d'actions décentralisées soit privilégiée pour la Grève générale des stagiaires prévue le 21 novembre 2018.»

Proposée par David de l'ADEESE-UQAM

Appuyée par Éloi du CUTE de l'UQAM

David de l'ADEESE-UQAM explique sa proposition. La couverture médiatique se déroule surtout hors-Montréal. Ça permet à plus de gens de participer aux mobilisations pour les gens qui ne peuvent pas toujours se déplacer vers Montréal.

Maxime de l'UdeM aimerait savoir si cela implique que la Coalition montréalaise exige que le 21 novembre soit décentralisée aux autres coalitions.

David de l'ADEESE-UQAM précise que c'est plutôt une suggestion de la Coalition.

Bruno du CUTE St-Lô pense que vu qu'on s'enlignait vers une GGI, il faut délaissier les actions décentralisées et se concentrer vers une grosse action. Les petits journaux locaux n'ont pas une grosse portée. Si nous voulons la couverture des journaux nationaux pour que ça entre dans l'espace public, il est nécessaire de tenir une grosse action sans qu'elle se déroule nécessairement à Montréal ou à Québec. Sinon, que la proposition précise qu'il s'agit d'une suggestion.

Amélie du CUTE de l'UQAM rectifie en disant que la Coalition suggère des actions décentralisées afin que ce ne soit pas elle qui prendra en charge l'organisation de cette journée de grève. Elle ajoute que si cette journée passe dans certains campus, cela sera due à plusieurs journées de mobilisation. Ainsi, les étudiant.es pourront se rassembler dans leur milieu et s'appropriier la lutte. Lors de la journée de formation, il a été discuté de l'incapacité pour tout le monde de se déplacer vers Montréal. Elle ajoute que la journée du 20 février a permis des actions par toutes un peu partout. Selon elle, la compensation du stage final en éducation vient de la peur qu'a eu le gouvernement en voyant que plusieurs endroits à travers le Québec se mobilisaient pour la rémunération des stages pendant cette journée de grève. Selon elle, le gouvernement a par la suite tenté, par la compensation financière du stage 4 en enseignement, de diviser le mouvement.

Éloi du CUTE de l'UQAM mentionne que le 21 novembre est un point prévu à l'ordre du jour à la Coalition outaouaise. Il a de sérieux doute quant à la capacité pour beaucoup de monde de participer si l'action ne se déroule pas en Outaouais. Si nous voulons un mouvement de grève fort, nous devons prioriser la mobilisation à la couverture médiatique nationale. Que les particularités régionales soient couvertes et que les personnes sur le terrain puissent prendre la parole sont des aspects importants pour la mobilisation et pour l'organisation de la ggi à venir.

Adam de l'AFESH-UQAM pense qu'il pourrait y avoir une manifestation à Québec, sauf que ce serait encore les gens de Montréal qui l'organiseraient et il faudrait penser à la logistique de déplacement. L'objectif de la manif, pour lui, est de favoriser la mobilisation à la couverture médiatique. Ça pourrait être plusieurs petites actions, par exemple aller voir les bureaux des nouveaux et nouvelles député.es.

Nicholas du CUTE-UdeM se questionne sur la décentralisation. On ne peut pas imposer des actions dans chaque région. L'objectif est de favoriser des actions locales sur les différents campus. Il demande si on doit préciser la proposition à cet effet.

Bruno du CUTE St-Lô ne pense pas que l'espace médiatique va amener l'opinion du public. Cela dit, lorsqu'on fait une action nationale et qu'on entre dans l'espace public, ça engendre la discussion et la présence de la campagne entre les gens du public. À Saint-Laurent, plusieurs actions décentralisées se sont tenues, mais encore beaucoup ne connaissent pas ce qui se passe. Il croit que la couverture médiatique nationale permettrait au plus grand nombre de prendre connaissance de la lutte, ce qui serait nécessaire à cette étape-ci. Les manifs nationales permettent de prendre conscience de la force que le mouvement a. On accorde peu d'importance à des petites manifs (une centaine de personnes par exemple) alors

qu'une manif à 15 000 dans la rue a un impact. Il n'essaie pas de dire que c'est Montréal qui doit l'organiser ou que c'est quelqu'un d'autre, mais il croit qu'une organisation peut se faire de manière conjointe avec d'autres régions ou associations. C'est pendant les manifs que les gens se sentent importants, sentent qu'ils ont un impact et un rôle à jouer.

Geneviève de l'Animation voit l'intérêt de décentraliser la lutte dans les campus, pour que ceux-ci s'approprient la lutte. La répression va se passer dans les campus selon leurs spécificités, et les actions locales sont stratégiques afin de permettre de consolider le rapport de force une fois la répression vécue.

Justine de l'AFESH-UQAM est d'accord et elle pense que c'est prématuré de penser à 10 000-15000 personnes en novembre. Même s'il y a moins de 10 000 personnes mobilisées, mais un peu partout ça donne une impression de grandeur plus qu'une manif nationale à peu de personnes. C'est beaucoup de travail et d'énergie pour essayer de rassembler les gens dans un même endroit alors que la mobilisation est encore difficile.

Amélie prend le relais de l'animation.

David de l'ADEESE-UQAM est d'accord qu'une action décentralisée avec beaucoup de gens a un impact. Sauf que les autres campus sont peu mobilisés comparé à Montréal. Il faudrait qu'il y ait plus de plans d'action qui soient votés dans différentes régions administratives pour qu'une action centralisée soit intéressante.

Adam de l'AFESH-UQAM rappelle que le nombre n'est pas synonyme de couverture médiatique en prenant un exemple de 2012. (manif de 200k personne vs action de 1000 personnes). Plusieurs actions décentralisées permettent à plusieurs personnes différentes d'avoir de l'expérience. Et donc que lors d'actions centralisées, plus de personnes puissent participer à son élaboration.

Éloi du CUTE de l'UQAM mentionne que les actions décentralisées sont cohérentes avec notre mode d'organisation. Si des journées de grève sont adoptées dans les cégeps, ce sera pour plusieurs une première journée de grève et donc il est important d'apprendre à vivre cette expérience. La particularité de faire des stages permet de prendre conscience que les stages se déroulent dans différents milieux. Dans la même optique que les comités de soutien, il croit qu'il y aura lieu d'offrir un plan pour les stagiaires. Il propose une action décentralisée dans les différents campus même à Montréal.

Charles-Antoine de l'ADEESE-UQAM revient sur le sujet de la manif nationale qui peut avoir une couverture médiatique. En ce moment, aucune asso a un mandat de grève pour la journée du 21, il est donc prématuré de s'organiser vers une telle manif. On pourrait se retrouver à juste deux associations en grève. Pendant le vote de grève, les membres des assos demandent souvent ce qu'il sera fait. Ainsi, important d'avoir une idée globale de la manière dont s'articulera la grève. Par exemple, l'ADEESE proposera une grève d'une semaine et appel aux propositions pour les différentes journées.

Bruno du CUTE St-Lô est d'accord qu'il était optimiste lorsqu'il parlait de 10-15 000 personnes. Il est important de faire des actions décentralisées. Cela dit, il voit mal la ggi lorsque la dernière manif de grandeur était en mars dernier. Il croit que les gens ne comprennent pas ce qui s'en vient. La couverture médiatique sur le plan national a des influences importantes sur la mobilisation et sur la conception de nos revendications. Il croit qu'on doit avoir au moins une journée d'action centralisée des campus mobilisés à Montréal.

Mathieu de l'AVEQ pense qu'un bon équilibre entre actions décentralisées et centralisées est de mise. Ce n'est pas tous les campus qui sont au même niveau. Les milieux anglophones sont un exemple d'endroit où il y a beaucoup de personnes qui sont mobilisées, mais pas au même point que d'autres milieux. Les actions décentralisées permettent aussi d'avoir un sentiment de cohésion. Alors il recherche un équilibre entre actions centralisées-décentralisées.

Nicholas du CUTE-UdeM, en considérant la volonté d'arriver un consensus, parle de l'UdeM où si on appelle à une manifestation nationale, personne n'y participerait. Il propose des actions décentralisées en AM et un rassemblement centralisé en PM.

Camille du CUTE de l'UQAM souhaite préciser pourquoi on s'enlign vers une grève des stages. Pour elle, peu importe le nombre de personnes dans la rue, s'il n'y a qu'une petite poignée de stagiaires qui font la grève, le but de la grève n'aura pas été atteint. Elle perçoit les journées de mobilisation en novembre comme des lieux de discussion sur l'enjeu. Selon elle, si 50% des stagiaires font la grève, le poids de la campagne se fera réellement sentir, peu importe le nombre de personnes dans la rue. Le réel moyen de pression vient des stagiaires qui ne vont pas en stage et dont le travail gratuit ne sera pas effectué. Il y a beaucoup de choses à faire s'il y a une journée de grève. Elle pensait à des formes de visibilité (comme une caravane de piquetage devant les milieux de grève et faire du tractage devant les milieux de stage en disant "saviez-vous que les stagiaires sont en grève aujourd'hui", etc.). Aller dans des milieux plus difficiles où la demande de stagiaires est plus grande. Cela permettrait aux stagiaires de ne pas avoir le poids de la grève sur leurs épaules. Il pourrait aussi y avoir des stagiaires qui prendraient des photos pour visibiliser leur grève. Aussi, les sage-femmes en avaient parlé, il y a la possibilité d'interchanger les stagiaires de milieu - stagiaire 1 va au milieu du stage de la stagiaire 2 et vice-versa. Ça permet d'ouvrir la discussion et de visibiliser les actions directement dans les milieux. Beaucoup de choses peuvent se faire sans se rendre à une action centralisée.

Bruno du CUTE St-Lô trouve que ce qui a été dit est extrêmement pertinent, mais le support d'une manifestation dans la rue qui dérange et qui prend possession de l'espace public est importante. Cette manif ne peut qu'aider, ces deux propositions sont indépendantes.

Adam de l'AFESH-UQAM verrait les comités de soutien aux stagiaires sous cet angle-là. Les milieux de stages sont réfractaires. Les stagiaires, s'iels ne sentent pas de soutien, vont vivre la grève seul.es. Il va y avoir un impact à se tenir tout le

monde ensemble. Si la GGI fonctionne et les stagiaires en grève, ça va avoir un plus gros impact. Comme avec les psychologues, iels étaient en moyen de pression. Si les organismes communautaires ne prennent pas de stagiaires, cela aura plus d'impact.

Emmanuelle de l'ADEESE-UQAM rappelle aussi que lors de l'écriture du bilan de la grève des stages de l'année passée, il faut trouver un moyen de communiquer entre nous lorsqu'on est en stage. Souvent, elles n'ont plus de cours et elles sont toutes seules dans leur milieu de stage. Elles avaient notamment pensé à une personne en charge de tenir des communications entre stagiaires et diminuer le sentiment d'isolement. L'administration envoie plein de courriel (qui paraissent individualisé) pour te demander si tu vas à ton stage afin justement de faire pression sur les stagiaires qui n'y vont pas.

Amélie du CUTE de l'UQAM rappelle que la grève des stages n'aura rien à voir avec celle de 2012. Elle fait un retour sur la mobilisation à Montréal. Au départ, un rassemblement de 100 personnes a eu lieu, le 8 mars les gens étaient plus près à prendre la rue, nous étions environ 500. Il faut être réaliste du nombre de personnes que nous sommes en mesure de mobiliser. Les milieux qui sont mobilisés d'habitude (sciences humaines) sont peu présents en ce moment. Il va falloir changer la manière dont on s'organise.

Charles-Antoine de l'ADEESE-UQAM rappelle qu'il y a beaucoup de stagiaires qui ont peur de respecter le mandat, par peur des représailles de l'administration. Selon un sondage peu exhaustif, seulement 20% ne se sont pas présentés dans leur milieu de stage et 40% disent avoir peur de ne pas s'y présenter même s'ils désirent respecter le mandat de grève. Il faudrait donc aider les stagiaires qui vont à leur milieu de stage malgré la grève.

Nicholas du CUTE-UdeM demande si nous faisons de la caravane un objectif de la Coalition.

Amélie du CUTE de l'UQAM pense que ce n'est pas à la Coalition d'organiser cela. Ça prendrait beaucoup d'organisation, prise en compte des différents milieux par exemple.

Camille du CUTE de l'UQAM lançait des idées, pour elle la Coalition sert à se partager des idées. Elle souhaitait échanger sur les différentes idées possibles pour la journée de grève. Si on revient sur le débat centralisation-décentralisation, quelle est notre capacité d'organisation? C'est à ce niveau que les deux idées peuvent s'opposer, en terme de concentration de nos énergies. Il y a encore beaucoup de travail à faire sur les campus.

Bruno du CUTE St-Lô a l'impression qu'il y a du travail qui est possible de faire avant. Comme à st-laurent où iels vont voter une demi-journée de grève, car iels souhaitent avoir le plus de personnes disponibles à venir en grève le 21 novembre. Donc, cette demi-journée sert à mobiliser et à informer les membres en vue du 21. Il est toujours d'avis qu'une action centralisée à Montréal en fin de journée devrait

avoir lieu. Il pense que ce n'est pas nécessaire que ce soit décidé aujourd'hui non plus.

Annabel de l'AÉSFQ avait compris qu'il allait y avoir quelque chose qui se passe à Montréal le 21 novembre. Cela permettait aussi de dégager du temps pour mobiliser les sage-femmes, car elles n'auront pas à organiser une action locale. Organiser une action locale en Mauricie est ardue. Donc, elles voulaient investir leur temps ailleurs.

Amélie du CUTE de l'UQAM considère que les assos qui n'ont jamais voté de journée de grève pour la mobilisation en ce moment vont privilégier le 21 et d'autres assos vont tenter de faire adopter une semaine de grève. Il pourrait y avoir quelque chose de plus gros, mais une autre journée.

Flavie du Comité-mob-CVM se demande pourquoi les gens ne pourraient pas participer aux actions dans la journée et participer à une manifestation le soir.

Bruno du CUTE St-Lô appuie Flavie dans son idée. Suggère qu'une manif de soir ne doit pas se dérouler trop tard pour les personnes des autres régions.

Alexandra du CUTE de l'UQAM se demande si des gens sont intéressé.es à l'organiser la manifestation de soir?

Flavie et Bruno peuvent aider.

Camille du CUTE de l'UQAM comprend l'intérêt de se dégager du temps. Sauf qu'il y a lieu de remettre en perspective les capacités d'organisation et la mobilisation à venir. Dans les faits, les sage-femmes ont une capacité extrêmement élevée de s'organiser pour la grève. Elles sont environ 5 à porter la campagne sur environ 70 étudiantes. C'est un pourcentage beaucoup plus élevé que l'ADEESE, par exemple, où il y a 5000 étudiant.es et pas énormément de personnes mobilisées pour la grève. Malgré l'immense travail de mobilisation, rien n'est encore dans la poche. Il faut faire attention aux impressions de temps libre pour les autres.

Louis-Simon de l'AFESPED-UQAM mentionne que le 21 novembre en soirée, il fait généralement peu beau. Et il y a des levées de cours à faire, il faut aussi prévoir ce travail à faire durant la journée.

Amélie du CUTE de l'UAM veut enlever son idée précédente. La mobilisation, déjà difficile, est déjà plus assurée pour le 21 novembre. La mobilisation en soirée exclue une part importante d'individus qu'on veut réellement mobiliser (parents étudiants etc.).

Adam de l'AFESH-UQAM comprend l'intérêt de la manifestation, mais il y aura énormément de travail à faire dans les prochaines semaines, car l'objectif est la GGI. Il a un certain malaise à avoir une manifestation de soir. Selon lui, il y a encore beaucoup de travail à faire pour être en GGI à l'hiver 2019. Il vaut mieux se concentrer sur la formation et la mobilisation.

Éloi du CUTE de l'UQAM rappelle que c'est nouveau d'avoir une grève des stages. L'idée de la caravane en est une bonne dans cette optique. C'est intéressant de faire la grève à partir des milieux de stages pour que les professionnel.les de ces milieux prennent conscience de la lutte qui arrive en ce moment.

Maxime du CUTE-MV utilise l'exemple de MV. Il est déjà difficile de trouver un moment durant lequel les stagiaires peuvent se rencontrer et discuter de la ggi. Il voit cette journée comme un moment où ils peuvent se réunir, discuter et débattre de la ggi. Se servir de cette journée pour rassurer les inquiétudes, pour qu'ils puissent discuter du moyen d'action et de la campagne en générale. C'est un moment de partage et de solidarité entre stagiaires qui est important. Il trouve important que des actions soient tenues dans les cégeps et universités.

Bruno du CUTE St-Lô répond au commentaire de la température considérant la manifestation en soirée. Selon lui, les personnes de la Coalition sous-estiment le pouvoir collectif d'une manifestation globale. La manifestation pourrait avoir lieu vers 16h-16h30. Le point à propos des sages-femmes qui souhaitent venir à Montréal c'est plutôt de se sentir faire partie d'un mouvement, car elles sont seules comparé à l'ADEESE qui a du support à Montréal puisque d'autres sont mobilisé.es.

Flavie du Comité-mob-CVM désire revenir sur le point de la manif de soir qu'elle proposait comme un événement rassembleur. L'idée que les étudiant.es. de sciences humaines ne se mobilisent pas pourrait se régler par l'attrait d'une manifestation. Cela peut susciter et entamer une discussion.

Nicholas du CUTE-UdeM pense que nous ne sommes pas ici pour empêcher l'organisation d'une manif centralisée. Il pense que l'opposition se faisait surtout dans l'optique de ne pas y investir nos ressources. Il demande qui sont intéressé.es à organiser une telle manif?

Bruno, Flavie et Antonin sont intéressé.es.

Amélie du CUTE de l'UQAM fait un retour sur les sciences humaines et sur notre volonté de les attirer peu importe le moyen. Elle ne croit pas que l'objectif d'une manif est d'attirer les gens mais plutôt de véhiculer un message représentatif de la lutte qu'on mène. Elle mentionne que les gens qui se déplacent aux manif de facto ne sont pas le bassin que nous désirons nécessairement mobiliser. Elle veut que des parents-étudiant.es, des personnes racisées, les femmes puissent venir, et c'est peut-être là-dessus qu'on doit se concentrer.

Éloi du CUTE de l'UQAM pense qu'il y a la question des ressources, mais aussi de qui vient à la grève. Il y a une autre façon de faire la grève, selon lui, qui est en train de se dérouler justement. Il ne faut pas organiser une manifestation juste pour amener du monde. Ce n'est peut-être pas le moment de faire des actions centralisées en fonction de ce qu'on veut faire. L'analyse féministe de la campagne doit être prise en compte.

Adam de l'AFESH-UQAM est d'accord avec ce qui vient d'être dit.

Annabel de l'AÉSFQ est d'accord que la grève qui est en cours d'organisation n'a jamais été faite. Le temps qui est demandé aux étudiantes est précieux, et elles prennent au sérieux cette responsabilité. En ce moment, elles sont profondément aliénées, et elles sont d'avis que le temps qui est gagné soit pris pour elles où elles pourront faire des moments de massages, de repos, de conversation, de cuisine communautaire, etc. Les étudiantes sage-femmes ne viendront probablement pas à une manifestation de soir, parce que c'est du travail, c'est lourd mentalement et physiquement. Elle souhaite dépasser les conditions d'aliénation, créer une vraie solidarité. Elle a trouvé que les réponses reçues jusqu'à présent étaient davantage de leur dire qu'elles ne devraient pas accepter ça, et non de leur offrir de l'aide. Elle souhaite une reconnaissance de leur temps. Donc, c'est incohérent de faire une manifestation de soir selon elle.

Camille du CUTE de l'UQAM mentionne que si la décentralité et la centralité n'est pas mise en opposition par les gens qui soutiennent une action centralisée, alors est-ce qu'elles seraient partantes d'adopter la proposition dont il est question. Et nous pourrions traiter d'une action centralisée dans un deuxième temps.

Flavie trouve que le mot "prioriser" est bien choisie pour les discussions qu'il y a eu en ce moment.

Bruno du CUTE St-Lô pense que c'est plutôt la formulation de la phrase qui pose problème. Il opterait plutôt pour «soit suggérée»

Proposition amendée: «Qu'une journée d'actions décentralisées soit suggérée pour la Grève générale des stagiaires prévue le 21 novembre 2018.»

Camille du CUTE de l'UQAM rappelle que lorsqu'on prend des décisions ici, il faut que les personnes qui sont présentes en ce moment prennent des tâches. Donc, elle ne voit pas la pertinence de mettre "suggérer", puisque c'est suggérer à qui?

Rachel du SECMV aimerait qu'il y ait les deux, des actions centralisées et décentralisées, des actions décentralisées et centralisées aussi. Et donc, le mot «privilegié» positionne les deux en opposition.

Bruno du CUTE St-Lô mentionne qu'il prendra part aux organisations pour la journée de grève. Le mot suggestion n'empêche pas les gens de prendre part à des organisations, il souhaite que personne ne se sente obligée d'organiser des actions décentralisées. Que les gens hors de Montréal ne sentent pas que cette décision leur soit imposée, ainsi si on le suggère c'est moins directif.

Louis-Thomas du CUTE-UdeM réaffirme que si on est là pour nous-mêmes, on peut mettre privilégier puisque ça nous concerne. Ainsi, on n'impose pas aux autres coalitions une marche à suivre. C'est quelque chose qui était adopté par l'ASSÉ pour faire du top-down camouflé. La suggestion pour lui n'est pas quelque chose qui porte sens.

Éloi du CUTE de l'UQAM mentionne qu'il n'y a pas vraiment d'opposition entre les deux types d'actions. Dire "privilegié" ne veut pas dire qu'il n'y aura pas d'actions centralisées. Les deux actions ont leur sens, mais la coalition montréalaise privilégie simplement un type.

Bruno du CUTE St-Lô a l'impression que des gens tentent d'omettre que la Coalition montréalaise a une influence très forte, et que la décision qui est prise ici placera les autres régions dans une situation où elles seront forcées d'adopter ce qui est adopté ici.

Camille n'est pas d'accord. La Coalition sherbrookoise se rencontre pour la deuxième fois la semaine prochaine et elle pourrait tout à fait décider de faire une action centralisée à Sherbrooke. Ce sera à elleux de décider de ce qu'ils veulent faire. Peut-être que la grève ne fonctionnera pas à Sherbrooke. Elle ne peut pas parler pour la Coalition outaouaise. Sauf qu'elle ne pense pas que la décision qui sera prise ici aura un impact majeure sur les autres coalitions.

Louis-Thomas du CUTE-UdeM croit qu'il faut faire attention à prendre pour acquis, comme une fatalité, que nous représentons une structure nationale. C'est une fatalité qui n'existe pas et nous ne sommes pas obligés de penser dans ces termes là. Reprendre ce discours nous dirigera vers l'organisation sur le plan national.

Nicholas du CUTE-UdeM demande à ce qu'on prenne position.

Éloi du CUTE de l'UQAM affirme que ce n'est pas qu'un mot qu'il faut changer, mais plutôt la phrase.

«Qu'une journée d'actions décentralisées soit privilégiée à Montréal pour la Grève générale des stagiaires prévue le 21 novembre 2018.»

Adam de l'AFESH-UQAM rappelle que nous sommes la Coalition montréalaise nous décidons donc pour Montréal.

Éloi enlève sa proposition.

Retour sur la proposition d'amendement. **Que soit remplacé «priviliégiée» par «suggérée».** La proposition se lit comme suit : **«Qu'une journée d'actions décentralisées soit suggérée pour la Grève générale des stagiaires prévue le 21 novembre 2018.»**

Amendement battu à majorité

Retour sur la principale

«Qu'une journée d'actions décentralisées soit privilégiée pour la Grève générale des stagiaires prévue le 21 novembre 2018.»

Adoptée à l'unanimité

«Qu'avant la tenue des rencontres des Coalitions régionales, une invitation large soit lancée sur les listes courriels de l'ensemble des Coalitions régionales;

Qu'après chaque rencontre des Coalitions régionales soient partagés les procès verbaux de ces rencontres aux autres coalitions régionales;

Que, par l'entremise de Skype, se tiennent des rencontres entre les Coalitions régionales et autres individus ou groupes qui s'organisent hors des Coalitions régionales pour la rémunération de tous les stages;

Que ces rencontres soient organisées sur une base fréquente et régulière, soit environ aux trois semaines;

Que cet espace soit utilisé à des fins d'échange d'information et du matériel produit par les coalitions régionales ou ailleurs;

Que cet espace ne soit pas utilisé à des fins décisionnelles;

Qu'à chaque fin de rencontre des coalitions régionales soient déterminées les personnes mandatées pour assister aux rencontres skype;

Que la composition de cette délégation varie à chaque rencontre inter-régionale;

Que la délégation de chaque coalition régionale soit d'un minimum de deux personnes et comprennent au maximum un homme cis;

Que, lors de chaque rencontre inter-régionale, soit tenu un procès-verbal et qu'il soit partagé sur les listes courriels de toutes les Coalitions régionales.

Que cette proposition préliminaire soit acheminée aux autres Coalitions régionales et militant.es hors-coalitions afin d'entamer une discussion sur cette façon de fonctionner et leur donner l'opportunité de la critiquer, de la bonifier ou de la rejeter;

Que cette proposition soit caduque dans l'éventualité où les autres coalitions régionales ou militant.es hors-Coalitions ne sont pas d'accord avec ce mode de coordination et d'organisation;

Que la Coalition montréalaise mandate une délégation provisoire dans l'éventualité où la proposition est adoptée telle quelle par les autres Coalitions régionales et militant.es hors-Coalitions et qu'une rencontre inter-régionale pourrait se tenir avant la prochaine rencontre de la Coalition montréalaise.»

Proposée par Éloi du CUTE UQAM

Appuyée par Adam de l'AFESH

Éloi du CUTE de l'UQAM explique la proposition. Le CUTE UQAM a eu des discussions suite au malaise qui a été ressenti par l'Outaouais. Par rapport à la proposition du CUTE UdeM, la demande de partage des pvs et la demande que la proposition soit adoptée par les autres coalitions régionales sont intégrées dans la proposition de structure.

Amélie du CUTE de l'UQAM désire insister sur les fondements de cette proposition. Elle rappelle les listes courriels, les groupes facebook disponibles. Elle croit que c'est un mode d'organisation tout à fait approprié.

Adam de l'AFESH-UQAM pense qu'il serait intéressant de partager les propositions afin que les coalitions adoptent/discutent sensiblement des mêmes propositions, savoir où en est tout le monde. Il croit que la proposition répond à leur préoccupation.

Nicholas du CUTE-UdeM demande s'il faut attendre que la proposition soit adoptée avant de décider de deux personnes de la Coalition qui seront mandatées.

Éloi du CUTE de l'UQAM répond que le dernier "que" répond à cette question.

Camille se propose pour envoyer la proposition, si celle-ci est adoptée, à Québec, Coalition sherbrookoise, Coalition outaouaise et Chicoutimi.

Adam de l'AFESH-UQAM questionne le mot "délégation". Il trouve que nous utilisons encore le langage de la représentation. Il aborde que la proposition de l'AFESH pendant l'AG abondait dans le même sens, que l'intention était de se rencontrer entre militant.es qui désirent s'organiser.

Amélie du CUTE de l'UQAM répond que les deux personnes seront connues et qu'elles devront rendre des comptes après la rencontre. Elle ne voit pas le problème du terme. Elle spécifie, à propos du début de la proposition, que ça invite à aller rencontrer les autres militant.es.

Éloi du CUTE de l'UQAM ajoute que les personnes pourront être présentes à distance, grâce à Skype.

Camille du CUTE de l'UQAM aimerait que soit ajoutée, avant "que, lors de chaque rencontre inter-régionale [...]"...

Amendement: Ajouter «Qu'avant la tenue des rencontres inter-régionales, l'invitation à participer à cette rencontre soit lancée sur toutes les listes courriels des Coalitions régionales et militant.es hors-Montréal»

Adam de l'AFESH-UQAM pense que la proposition devient caduque si ces rencontres sont publiques.

Camille du CUTE de l'UQAM trouve important d'ajouter que la délégation aura la tâche de la préparation de cette rencontre. Donc, la délégation est importante afin d'assurer que la rencontre ait lieu notamment par la détermination d'une date qui convient prioritairement aux délégations.

Amendement adopté à l'unanimité.

Retour sur la proposition amendée:

Qu'avant la tenue des rencontres des Coalitions régionales, une invitation large soit lancée sur les listes courriels de l'ensemble des Coalitions régionales;

Qu'après chaque rencontre des Coalitions régionales soient partagés les

procès verbaux de ces rencontres aux autres coalitions régionales;
Que, par l'entremise de Skype, se tiennent des rencontres entre les Coalitions régionales et autres individus ou groupes qui s'organisent hors des Coalitions régionales pour la rémunération de tous les stages;
Que ces rencontres soient organisées sur une base fréquente et régulière, soit environ aux trois semaines;
Que cet espace soit utilisé à des fins d'échange d'information et du matériel produit par les coalitions régionales ou ailleurs;
Que cet espace ne soit pas utilisé à des fins décisionnelles;
Qu'à chaque fin de rencontre des coalitions régionales soient déterminées les personnes mandatées pour assister aux rencontres skype;
Que la composition de cette délégation varie à chaque rencontre inter-régionale;
Que la délégation de chaque coalition régionale soit d'un minimum de deux personnes et comprennent au maximum un homme cis;
Qu'avant la tenue des rencontres inter-régionales, l'invitation à participer à cette rencontre soit lancée sur toutes les listes courriels des Coalitions régionales et militant.es hors-Montréal;
Que, lors de chaque rencontre inter-régionale, soit tenu un procès-verbal et qu'il soit partagé sur les listes courriels de toutes les Coalitions régionales.

Que cette proposition préliminaire soit acheminée aux autres Coalitions régionales et militant.es hors-coalitions afin d'entamer une discussion sur cette façon de fonctionner et leur donner l'opportunité de la critiquer, de la bonifier ou de la rejeter;
Que cette proposition soit caduque dans l'éventualité où les autres coalitions régionales ou militant.es hors-Coalitions ne sont pas d'accord avec ce mode de coordination et d'organisation;
Que la Coalition montréalaise mandate une délégation provisoire dans l'éventualité où la proposition est adoptée telle quelle par les autres Coalitions régionales et militant.es hors-Coalitions et qu'une rencontre inter-régionale pourrait se tenir avant la prochaine rencontre de la Coalition montréalaise.»

Adoptée à l'unanimité

Amélie du CUTE de l'UQAM invite deux personnes à se proposer comme délégation dans l'éventualité où la proposition est adoptée telle quelle.

Bruno et Amélie se proposent pour former la délégation.

Tout le monde est d'accord pour que ce soit ces deux personnes.

«Advenant l'adoption d'une journée de grève lors du 21 novembre prochain, que les cégeps prévoient un moment de rencontre stratégique pour les stagiaires en grève lors de cette journée.

Que cette rencontre porte autant sur la grève générale illimitée des stages que sur les modalités pratiques à mettre en place pour permettre aux stagiaires de participer aux espaces de discussion et aux instances visant l'adoption de leur grève.»

Proposée par Marianne du CUTE-Cvm

Appuyée par Amélie du CUTE de l'UQAM

Marianne du CUTE-Cvm explique que la grève sera un moyen de s'organiser entre stagiaires.

Adam de l'AFESH-UQAM a une question. Est-ce que c'est pour tout Montréal ou par campus?

Marianne du CUTE-Cvm répond "par campus".

Amélie du CUTE de l'UQAM aimerait avoir des précisions demandant si la Coalition peut aider à organiser les stagiaires.

Marianne dit que oui, la Coalition peut avoir des contacts.

Adam de l'AFESH-UQAM demande "pourquoi juste les Cégeps?".

Marianne du CUTE-Cvm dit que les universités peuvent le faire aussi, mais que c'était une réalité remarquée dans la mobilisation faite au début de l'année dans les cégeps.

Bruno du CUTE St-Lô est d'accord qu'il y a une réalité très spécifique au Cégep, notamment en égard à la concentration des gens qui font des stages.

Adam de l'AFESH-UQAM pense que cette réalité est aussi présente à l'ADEESE et un peu à l'AFESH. C'est semblable à l'université. Il croit qu'il faut arrêter de voir les universités et les Cégeps comme différents. Il faut prendre le temps de réfléchir.

Camille du CUTE de l'UQAM pense que c'est plutôt la manière dont les Cégeps adoptent la grève qui diffère. Elle parle de l'AG au Vieux-Montréal où il y avait des activités pendant cette AG, notamment d'autres ag de programmes. Donc, certaines personnes n'ont pas pu débattre de la proposition et participer à la réflexion sur la grève.

Bruno du CUTE St-Lô abonde dans le même sens, les prises de décisions ne se font pas de la même façon. À Saint-Laurent, le plan d'action a été voté avec peu de personnes et il n'y avait qu'une seule personne touchée par la lutte. Les personnes en soins infirmiers qui sont mobilisées étaient en stage. Donc, elles n'ont pas pu participer au débat.

Camille du CUTE de l'UQAM mentionne qu'il y aura une question d'accès au cégep, la question de prévoir un espace de rencontre. Il n'est pas clair pour le Vieux-Montréal que le Cégep ne sera pas fermé. Elle invite les membres à y réfléchir

et à partager leur stratégie lors de la prochaine rencontre de la Coalition pour aider la préparation des journées de grève sur les campus.
Bruno du CUTE St-Lô répond que soit on défonce des portes ou qu'ils peuvent aller à Saint-Laurent.

Adam de l'AFESH-UQAM mentionne que Marie-Victorin n'a pas le même problème, le Cégep ouvre ses portes et c'est plutôt les étudiant.es qui bloquent l'entrée.

Louis-Simon de l'AFESPED-UQAM parle de son passé avec plusieurs pistes de solution concernant le blocage d'un Cégep: iels peuvent louer un local à l'UQAM, tenir un espace à l'extérieur ou aller dans un local disponible à Montréal et faire du tapage.

Adoptée à l'unanimité

5. PROCHAINE RENCONTRE

Amélie du CUTE de l'UQAM propose qu'on détermine le moment avant l'organisation qui prendra en charge la rencontre.

Adam de l'AFESH-UQAM demande s'il faut se rencontrer avant le 21 novembre. Selon lui, tout est bien placé pour cette journée de grève. Donc, il propose une rencontre après.

Amélie du CUTE de l'UQAM trouve pertinent de se faire une rencontre avant. Il n'y a personne qui a pris en charge cette journée (faire un communiqué de presse par exemple).

Louis-Thomas du CUTE-UdeM pourrait trouver un local à l'UdeM si c'est entre le 1er et le 21 novembre. Il propose un doodle du 4 au 10 novembre.

Adam de l'AFESH-UQAM trouve que ces dates sont très proches du 21 novembre. Il a peur qu'il manque du temps pour s'organiser.

Le Doodle peut commencer fin octobre finalement. Du 29 octobre au 2 novembre.

L'UdeM se charge de faire un doodle avec ces dates. Les personnes qui veulent aider (prendre en charge le cahier par exemple) pourront répondre au courriel.

Pour la prochaine rencontre:

-communiqué de presse